

I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

1) PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE L'ÉCONOMIE

1. La République rwandaise est un pays d'Afrique centrale, sans littoral maritime, et d'une superficie de 26300 kilomètres carrés. Les pays limitrophes sont le Burundi au sud, la République démocratique du Congo à l'ouest, l'Ouganda au nord, et la Tanzanie à l'est. Sa population a été estimée à 8,3 millions en 2002, dont plus de 90 pour cent vivent en milieu rural. De 315 habitants par kilomètre carré, sa densité de population est la plus élevée en Afrique. La structure démographique a peu évolué depuis 1978 (date du premier recensement de la population). En 2001, 45 pour cent de la population avaient moins de 15 ans, et 75 pour cent moins de 30 ans.

2. Avec un PIB par habitant de 220 dollars EU, le Rwanda fait partie des pays les moins avancés. Près de deux tiers de sa population vivent dans la pauvreté absolue.¹ Le pays porte toujours les séquelles économiques de la crise génocidaire de 1994², notamment les carences en infrastructures dans certaines régions du pays suite aux destructions durant la guerre; et les dépenses publiques afférentes à la compensation des victimes du génocide de 1994, ainsi qu'aux coûts engendrés par les quelques 107000 personnes en prison qui attendent d'être jugées pour les crimes liés au génocide. Les coûts économiques engendrés par l'enlèvement du Rwanda dans la guerre de 1998-2002 en République démocratique du Congo (RDC), notamment à travers des dépenses militaires, ont créé des entraves supplémentaires aux efforts de reconstruction et de développement. Par ailleurs, la pandémie du VIH/SIDA a aussi contribué à la baisse de l'espérance de vie à environ 39 ans.

3. L'agriculture emploie plus de 90 pour cent de la population et compte pour environ 44 pour cent du PIB réel, contre près de 10 pour cent pour les activités manufacturières, et près de 46 pour cent pour les services (tableau I.1). La contribution du secteur minier est négligeable, quand bien même le Rwanda dispose de certaines richesses minières, notamment le colombo-tantalite (coltan), dont l'exploitation et l'exportation se sont accrues de façon marquée en 2001, et dans une moindre mesure, le wolframite et le cassitérite. Des réserves de méthane de 70 milliards de mètres cubes sont supposées exister près du lac Kivu, mais elles ne sont pas encore exploitées.³ La plupart des activités agricoles sont pour la subsistance. La forte densité de la population a contribué à l'épuisement des terres et à la baisse de leurs rendements du fait de leur exploitation continue et de la faible utilisation d'intrants. La faiblesse du régime foncier a aussi contribué à cette situation. Le café et le thé sont les principales cultures de rente. Ils comptent, avec le coltan, pour près de 95 pour cent des exportations de marchandises. Le faible niveau d'investissements étrangers, en partie dû à l'insécurité dans la région, ne favorise pas la diversification de la structure de production et d'exportation. L'absence de diversification rend le Rwanda vulnérable aux chocs exogènes d'ordre climatique ou résultant des fluctuations des marchés internationaux.

4. La monnaie nationale, le franc rwandais (FRw) est en flottement administré, sans annonce au préalable de trajectoire de taux de change.⁴ Le Rwanda a accepté l'article VIII des statuts du FMI en 1998. Il a également libéralisé certaines transactions du compte des capitaux. En effet, des comptes en devises peuvent être ouverts dans des banques agréées au Rwanda, par tout(e) résident(e); les comptes en devises des non-résidents sont complètement libéralisés. Depuis 2000, les résidents sont autorisés à retirer librement jusqu'à 50000 dollars EU ou l'équivalent en toute devise par an sur leurs comptes en devises. Les transferts de devises en provenance de l'étranger sont libres. Les

¹ C'est-à-dire, avec moins de 1 dollar EU par jour.

² Près de un million de personnes ont été tuées, et environ trois millions se sont exilées dans les pays limitrophes.

³ Voir le site www.mbedni.co.za.

⁴ FMI (2002).

investissements étrangers directs peuvent être librement effectués, au même titre que le rapatriement de leurs produits nets et des revenus courants y afférents, ou du produit de cession ou de liquidation des capitaux. Les résidents peuvent contracter auprès de non-résidents des emprunts en devises. L'achat de bons de trésor est ouvert aux non-résidents, sous certaines conditions (chapitre IV 2)).

Tableau I.1
Principaux indicateurs économiques, 1995-02^a

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
	Pourcentage							
Divers								
Taux d'accroissement du PIB réel	35,2	12,7	13,8	8,9	7,6	6,0	6,7	9,4
Taux d'inflation (mesuré à partir des prix à la consommation) ^b	..	7,4	12	6,2	9,8	4,3	2,9	2,5
Taux d'intérêt (fin de période)								
- Taux créditeurs	8,24	7,76	8,75	10,11	10,18	9,02
- Taux débiteurs	16,2	17,1	16,8	17,0	17,29	16,4
Taux de changes								
Francs rwandais par dollar EU (fin de période)	299,8	304,2	304,8	320,1	349,2	430,3	455,8	511,9
Taux de change effectif nominal (fin de période - taux de variation) ^c	-54,8	3,8	12,3	-11,9	5,7	-12,3	-3,4	-14,8
Taux de change effectif réel (fin de période - taux de variation) ^c	-39,7	8,6	26,5	-18,2	5,1	-9,7	-5,3	-12,0
Part du PIB réel								
Agriculture	44,0	46,8	42,8	43,4	43,9	45,1	45,8	..
Industrie extractive	0,1	0,1	0,2	0,3	0,2	0,2	0,2	..
Industrie manufacturière	10,2	10,5	11,0	10,5	9,4	8,5	8,6	..
Services	45,7	42,6	46,0	45,8	46,5	46,1	45,4	..
	Pourcentage du PIB							
Comptes nationaux								
Consommation finale intérieure	107,3	104,2	106,0	103,5	98,6	98,0	95,5	..
Administrations publiques	10,3	11,5	9,6	10,0	11,0	10,5	11,7	..
Ménages	96,9	92,7	96,4	93,5	87,6	87,5	83,9	..
Investissements intérieurs	13,4	13,0	15,6	18,5	19,0	15,2	14,7	..
Publics	8,1	8,4	9,3	8,5	7,0	5,2	5,3	..
Privés	5,3	4,6	6,2	10,0	12,0	10,1	9,4	..
Exportations de biens et services non-facteurs	5,2	6,5	7,4	7,0	7,7	7,9	10,4	..
Importations de biens et services non-facteurs	25,8	23,7	28,9	29,0	25,3	21,2	20,6	..
	Pourcentage du PIB							
Finances publiques^d								
Déficit (-) ou surplus (+)	1,6	-3,6	-2,2	-6,7	-6,4	-1,5	-5,3	-2,0
Déficit (-) ou surplus (+), hors dons	-13,7	-13,2	-9,2	-8,3	-9,7	-8,9	-9,5	-11,0
Recettes globales plus dons extérieures	18,1	16,7	17,2	15,9	16,1	18,8	19,8	20,8
Dépenses, plus prêts, moins les remboursements	11,3	7,4	6,8	5,3	5,9	9,1	8,4	8,6
Divergences statistiques	20,5	22,5	19,6	18,9	21,8	19,4	21,0	23,2
	Taux d'accroissement annuel							
Situation monétaire (au 31 décembre)								
M1 (monnaie fiduciaire + monnaie scripturale)	41,1	11,7	22,7	-0,8	7,0	1,6	5,8	..
M2 (M1 + dépôts à vue)	69,5	8,6	29,1	3,5	7,9	12,6	14,0	..
	Pourcentage du PIB							
Comptes extérieurs								
Solde du compte des transactions courantes	-3,1	-6,7	-9,5	-9,6	-7,6	-5,0	-5,9	-7,3
Dont: Balance commerciale	-11,1	-10,9	-10,0	-9,7	-9,8	-8,4	-8,5	-9,6
Solde du compte de capital	7,2	6,5	6,3	4,8	3,7	4,1	3,9	3,8
Solde du compte d'opérations financières	-1,5	1,7	2,4	2,6	3,4	1,8	4,6	4,3

.. Non disponible.

a Les chiffres en italique sont des estimations.

b Moyenne annuelle.

c Le signe (-) indique une dépréciation.

d Au 31 décembre.

Source: FMI (2003), *Statistique financière internationale*, octobre; FMI (2003), *Country Report – Rwanda*, 29 mai et *Statistical Appendix*, 5 juillet 2002; et Banque nationale du Rwanda disponible sur: <http://www.bnr.rw/bnrnet/>.

5. Le budget du Rwanda demeure fortement dépendant de l'aide extérieure (45 dollars EU par habitant, 18 pour cent de la valeur des importations de biens et de services, et 9,2 pour cent du PNB en 1999). Le Rwanda est un pays pauvre très endetté (PPTE); sa dette extérieure globale s'élevait à 1,4 milliards de dollars EU à fin 2002. Près de 89 pour cent de sa dette est multilatérale, l'Association internationale pour le développement étant son principal créancier multilatéral. Près de 46 pour cent de la dette bilatérale est due aux créanciers du Club de Paris, principalement la France. Parmi les autres créanciers bilatéraux se trouvent la République populaire de Chine, le Koweït, et l'Arabie Saoudite. Le Rwanda a été qualifié à recevoir l'allégement de sa dette sous l'Initiative PPTE en décembre 2000, la réduction projetée à cette date étant de 71 pour cent de sa valeur actuelle nette, soit 810 millions de dollars EU.

2) RÉSULTATS ÉCONOMIQUES RÉCENTS

6. Le Rwanda poursuit son programme de reconstruction, financé en grande partie par l'aide extérieure. Le programme lui a permis de rattraper son niveau économique de 1990, son PIB réel en 2000 atteignant celui de cette époque. Malgré un recul des termes d'échange de près de 40 pour cent entre 2000 et 2002 (à cause de la chute des cours du café et du coltan), le PIB réel a progressé de 9,4 pour cent en 2002 (comparé à 6 pour cent en 2000 et 6,7 pour cent pour cent en 2001), grâce notamment aux activités de construction et l'agriculture. La croissance pour 2003 a été estimée à autour de 3,5 pour cent.

7. Le régime de change a été partiellement libéralisé en 1995; les restrictions aux paiements pour les transactions courantes ont été supprimées en 1998. Conformément à l'article 45 du Règlement du change, le produit des exportations doit être rapatrié dans un délai de 3 mois à compter de la date de la sortie physique des marchandises; il doit être cédé sur le marché des changes ou conservé en monnaie étrangère sur des comptes ouverts dans les banques agréées. En cas de survenance d'un événement imprévu qui retarde le paiement, la BNR doit en être avisée. L'obligation de cession de devises a été supprimée en 1997, ce qui a permis aux exportateurs de disposer de la totalité de leurs recettes d'exportations pour effectuer des opérations courantes. Toutefois, l'obligation de rapatriement de devises est toujours en vigueur. Des réductions tarifaires ont été opérées (chapitre III 2) iv) b)). Le programme de privatisation mis en oeuvre depuis 1997 a permis de privatiser plus de 20 pour cent des entreprises d'État (chapitre III 4) iii)). La poursuite par la Banque nationale du Rwanda (BNR) d'une politique monétaire visant à contrôler la croissance des agrégats monétaires⁵, et l'amélioration de la gestion fiscale, notamment à travers des mesures visant à augmenter les recettes publiques, ont permis de ramener l'inflation en dessous de 4 pour cent en 2000.

8. Le niveau des recettes publiques a été amélioré, grâce notamment à l'amélioration de la collecte des recettes douanières; l'introduction de la TVA en 2001 et l'augmentation de son taux standard de 15 à 18 pour cent; l'introduction de droits d'accises sur les véhicules; la mise en place d'un système d'audit fiscal pour les grandes entreprises afin de réduire l'évasion fiscale; et l'assujettissement de toute prestation ou allocation salariale à l'impôt sur les revenus. Ces mesures ont permis d'accroître les recettes publiques de 9,7 pour cent du PIB en 2002 à 11,0 pour cent en 2003. Un système mensuel de contrôle des dépenses et des mesures visant à réduire les dépenses extrabudgétaires ont été mis en place. Toutefois, l'ampleur des coûts découlant du maintien de la

⁵ La BNR fixe les niveaux des agrégats monétaires et du taux d'inflation à atteindre et utilise comme principaux instruments de politique monétaire les bons du trésor, le taux de refinancement, et le taux de réserves obligatoires. La BNR jouit d'une indépendance limitée, n'ayant pas de comité indépendant pour la formulation de politique monétaire; le Président nomme les membres du conseil de direction de la BNR. Selon la loi portant statuts de la BNR, le solde débiteur du compte courant du trésor public au titre d'un exercice ne peut être supérieur à 11 pour cent des recettes ordinaires de l'État réalisées au cours de l'exercice précédent. Toute dépense au-delà de cette limite doit être soumise à l'approbation du Parlement.

sécurité interne et de l'engagement du Rwanda en RDC, et de ceux liés au processus de reconstruction et de réconciliation nationales, les dysfonctionnements du système d'information (sur les emprunts) entre les autorités régionales et l'administration centrale, et les pertes substantielles subies lors du transfert de fonds budgétisés entre l'administration centrale et les autorités régionales limitent l'efficacité de ces mesures.⁶ Le déficit public (hors dons) s'est situé entre 8 et 10 pour cent du PIB entre 1998-2001, avant de s'aggraver en 2002 (11 pour cent) et en 2003 (12,1 pour cent). Ceci est principalement dû à des dépenses exceptionnelles (évaluées à 4,7 pour cent du PIB en 2003) liées à la démobilisation de soldats revenant de la RDC, à la tenue d'élections, à l'augmentation de la réserve stratégique de pétrole, et à l'acquisition d'équipements pour le secteur de la santé.

9. Les excès de dépenses de fin 2002 et des six premiers mois de 2003 ont été en grande partie financés par le système bancaire. Ceci a occasionné un taux (annualisé) de croissance de la masse monétaire au sens large de 15 pour cent en avril 2003, contre 8 pour cent prévu pour toute l'année. Ces développements ont coïncidé avec une dépréciation marquée du franc rwandais (près de 45 pour cent contre l'euro entre avril 2002 et avril 2003), reflétant la chute prononcée des recettes d'exportations depuis le premier trimestre de 2002, ainsi que l'appréciation de l'euro. L'accélération de la croissance monétaire et la dépréciation ont attisé les pressions inflationnistes. Le taux d'inflation annualisé au mois d'avril 2003 était de 8 pour cent (5 pour cent sans l'effet de la demande des produits agricoles), contre 3 pour cent inscrit au programme pour l'année, et 2,5 pour cent enregistré en 2002 quand une abondante récolte avait atténué les pressions inflationnistes.

10. Face à cette situation, la BNR a augmenté son taux de refinancement à 14,5 pour cent en 2003, tandis que le taux moyen pondéré des bons de trésor est passé à 11,5 pour cent, ce qui représente, pour ces deux taux, les niveaux les plus élevés depuis 1998.⁷

11. La pression exercée par la politique fiscale sur la politique monétaire contribue au maintien des taux d'intérêt pratiqués par les banques commerciales à des niveaux élevés (supérieurs à 15 pour cent), l'écart moyen entre les taux créditeurs et débiteurs fluctuant entre 7 et 8 points de pourcentage. Les taux élevés, également un reflet des problèmes structurels du système bancaire peu développé (chapitre IV 2)), constituent une contrainte majeure au financement des activités de production.

3) COMMERCE ET INVESTISSEMENT

i) Commerce des biens et des services

12. Les exportations de marchandises ont représenté entre 4 et 5 pour cent du PIB entre 1997 et 2002, et les importations entre 12,5 et 14 pour cent sur la même période. La balance des paiements du Rwanda présente un déficit chronique, dû principalement à la faible couverture des importations de biens par les exportations, et aussi au déficit important du compte des services (tableau I.2). Malgré la baisse continue des importations, le déficit du compte courant s'est aggravé depuis 2001, passant à 7,3 pour cent du PIB en 2002 et 11,0 pour cent en 2003, à cause d'une baisse de près de 28 pour cent des recettes d'exportations, résultant de la chute des prix internationaux et des volumes des principaux biens d'exportation. Les transferts officiels et les emprunts à long terme ont néanmoins permis au Rwanda d'avoir une balance globale légèrement positive, et des réserves officielles brutes équivalentes à environ six mois d'importations en 2001 et 2002.

⁶ Fofaack H., Obidgewu C., et Ngong R., (2003).

⁷ Le taux de réserves obligatoires est resté à 8 pour cent.

Tableau I.2
Balance des paiements, 1995-02
(Millions de dollars EU)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 ^a
Solde du compte des transactions courantes	-39,6	-93,1	-176,3	-190,2	-147,5	-90,2	-100,3	-127,4
Balance commerciale	-143,7	-151,3	-184,5	-191,5	-186,7	-150,1	-144,4	-166,4
Exportations, f.a.b.	50,4	62,0	93,0	64,1	62,0	89,8	93,5	67,3
Importations, f.a.b.	194,1	213,3	277,4	255,7	248,8	239,8	237,9	233,7
Balance des services	-123,7	-127,8	-145,6	-159,1	-143,0	-141,4	-125,3	-136,7
Balance des revenus	4,7	-14,1	-17,9	-6,6	-11,4	-15,4	-22,5	-19,1
Transferts courants (nets)	223,0	200,1	171,7	167,0	193,7	216,6	191,9	194,8
Solde du compte de capital	93,5	90,0	115,9	95,1	70,9	72,8	67,0	66,3
Transferts de capitaux	93,5	90,0	115,9	95,1	70,9	72,8	63,4	66,3
Annulation de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,6	0,0
Solde du compte d'opérations financières	-19,0	23,3	44,6	51,5	64,4	32,7	78,3	75,0
Investissements directs au Rwanda	2,0	2,2	2,6	7,1	1,7	8,1	3,8	2,6
Capitaux du secteur public	25,9	34,6	40,8	46,5	52,2	20,9	55,4	62,9
Autres capitaux	-47,0	-13,6	1,2	-2,1	10,4	3,7	19,1	9,5
Erreurs et omissions	16,4	-21,1	27,5	20,8	-5,0	-19,1	-20,5	5,3
Solde global	51,2	-0,9	11,7	-22,8	-17,2	-3,8	24,4	19,3
Financement	-51,2	0,9	-11,7	22,8	17,2	3,8	-24,4	-19,3
Variation des avoirs extérieurs nets de la BNR	-46,7	-17,2	-29,2	3,8	10,1	-9,8	-25,1	-29,7
Variation des arriérés de paiements	-4,5	18,1	17,5	-58,2	-2,7	7,1	-37,8	4,6
Financements exceptionnels	0,0	0,0	0,0	77,2	9,7	6,4	38,6	5,9
Mémoire:								
Réserves officielles brutes ^b	3,3	2,7	4,0	4,6	4,7	5,4	5,8	6,3
Dette extérieure ^c	6,3	6,6	6,9	6,4	1,5	1,7	1,8	2,0
Solde global (en pourcentage du PIB)	4,0	-0,1	0,6	-1,1	-0,9	-0,2	1,4	1,1

a Estimations.

b En mois d'importations de biens et services.

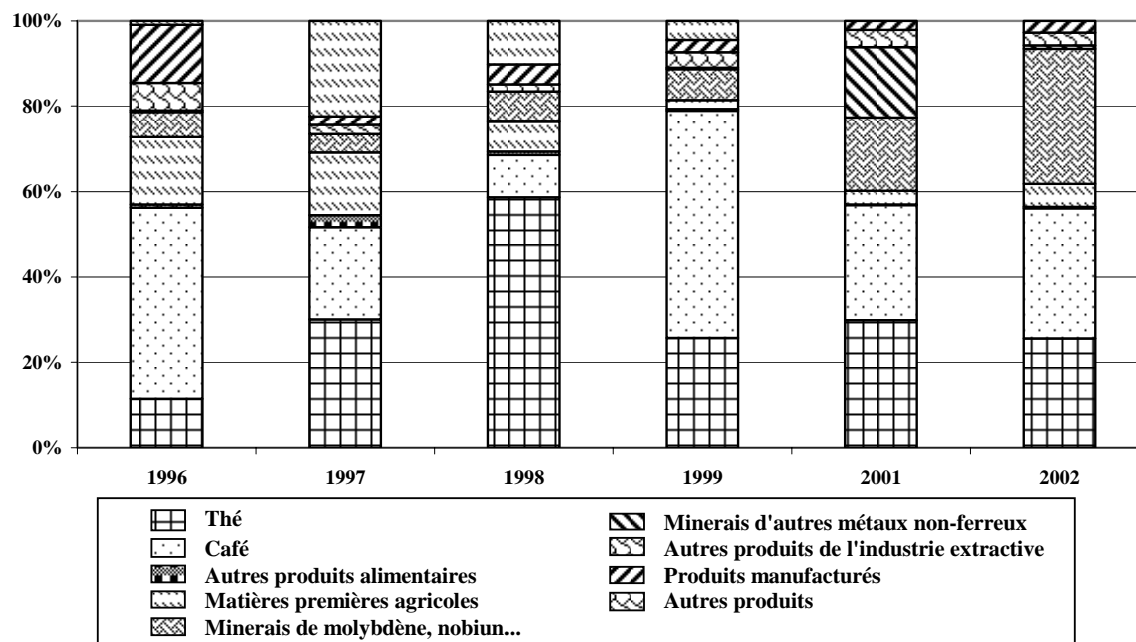
c En mois d'exportations de biens et services.

Source: FMI (2003), *Country Report – Rwanda*, 29 mai.

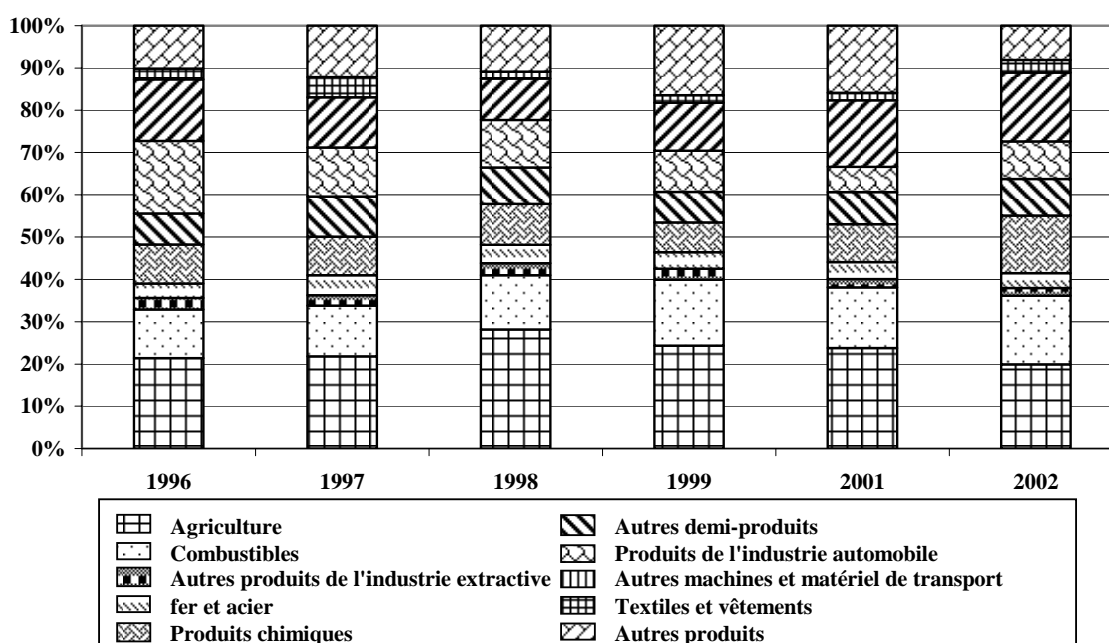
13. Les exportations du Rwanda sont dominées par les produits agricoles, notamment le café et le thé et, depuis 2001, le coltan; ces trois produits ont compté pour 92 pour cent des exportations en 2001 et 77 pour cent en 2002 (graphique I.1 et tableau AI.2). Les recettes provenant des exportations de thé sont restées plus ou moins stables. Les recettes d'exportations de coltan ont chuté de 65 pour cent en 2002 du fait, entre autres, de la baisse du volume de 16 pour cent et du prix du coltan sur les marchés mondiaux; la chute de ces recettes fut de 48 pour cent en 2003. Les recettes provenant des exportations du café ont chuté de 13 pour cent en 2002 et de 14 pour cent en 2003. Ces baisses sont dues à la chute des cours mondiaux, et de la production du fait de problèmes d'encadrement, des conditions climatiques et de la hausse des prix des intrants. La part des produits manufacturés est restée très faible, en dépit de la volonté du Gouvernement de diversifier la structure des exportations. Un commerce de réexportation, dont l'ampleur varie selon l'année, s'est aussi développé, notamment avec d'autres pays africains. En 2002, les réexportations comptaient pour près de 16 pour cent des exportations globales du Rwanda. Les principaux produits réexportés sont le carburant, la friperie, les pagnes "superwax", et les matériaux de construction, destinés principalement à la République démocratique du Congo, particulièrement aux villes de Goma et de Bukavu. Ces réexportations (plus précisément, les activités de transit) s'expliquent par la reconstruction de la ville de Goma, et par les problèmes d'insécurité quant à l'acheminement des marchandises en RDC.

Graphique I.1
Structure du commerce des marchandises, 1996-02

(a) Exportations



(b) Importations



Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC basés sur des données extraites de Comtrade, DSNU (CTCI, Rev.3).

14. Les pays africains constituent les principales destinations des exportations rwandaises, le Kenya comptant à lui seul pour près de 55 pour cent en moyenne par an durant la période 1996 à 2001 (graphique I.2). Le thé est le principal produit exporté au Kenya, tandis que les réexportations dominent le commerce avec la Tanzanie et l'Ouganda. L'Europe constitue la deuxième région de destination des exportations rwandaises. Les principaux marchés européens sont l'Allemagne, la Belgique, et, depuis 2001, la Suisse (tableau AI.4).

15. La structure des importations du Rwanda a peu évolué entre 1996 et 2001; elles sont dominées par les produits manufacturés, notamment les machines et le matériel de transport (graphique I.1 et tableau AI.1). L'augmentation des importations des biens de consommation, des équipements de télécommunication et des machines de bureau reflète la reprise économique, et en particulier l'expansion des activités de services. Les produits alimentaires, tant ceux destinés à la consommation finale que ceux servant d'intrants à la production agro-alimentaire, et les produits d'industries extractives, notamment les produits pétroliers, sont les autres principales catégories de biens importés au Rwanda.

16. Depuis 1998, les pays africains, notamment le Kenya, constituent la principale source de produits importés au Rwanda (graphique I.2). La part des pays européens, au sein desquels la Belgique tient une position dominante, s'est réduite d'environ 9 points de pourcentage entre 1996 et 2001 (tableau AI.3). L'augmentation de la part des pays Asiatiques (de près de 6 points de pourcentage) durant la même période reflète en partie la hausse des prix de produits pétroliers, et, dans une moindre mesure, l'augmentation du volume des produits manufacturés importés de la République populaire de Chine et du Vietnam.

17. Le Rwanda est un importateur net de services, avec un déficit (hors revenus de facteurs) de 141 millions de dollars EU en moyenne par an entre 1997 et 2001. Les importations de services liés au commerce ont connu une croissance rapide entre 1996 et 2001. Il s'agit notamment de la catégorie fret et transport dont les importations ont augmenté de près de 85 pour cent, reflétant la reprise économique.

ii) Investissements

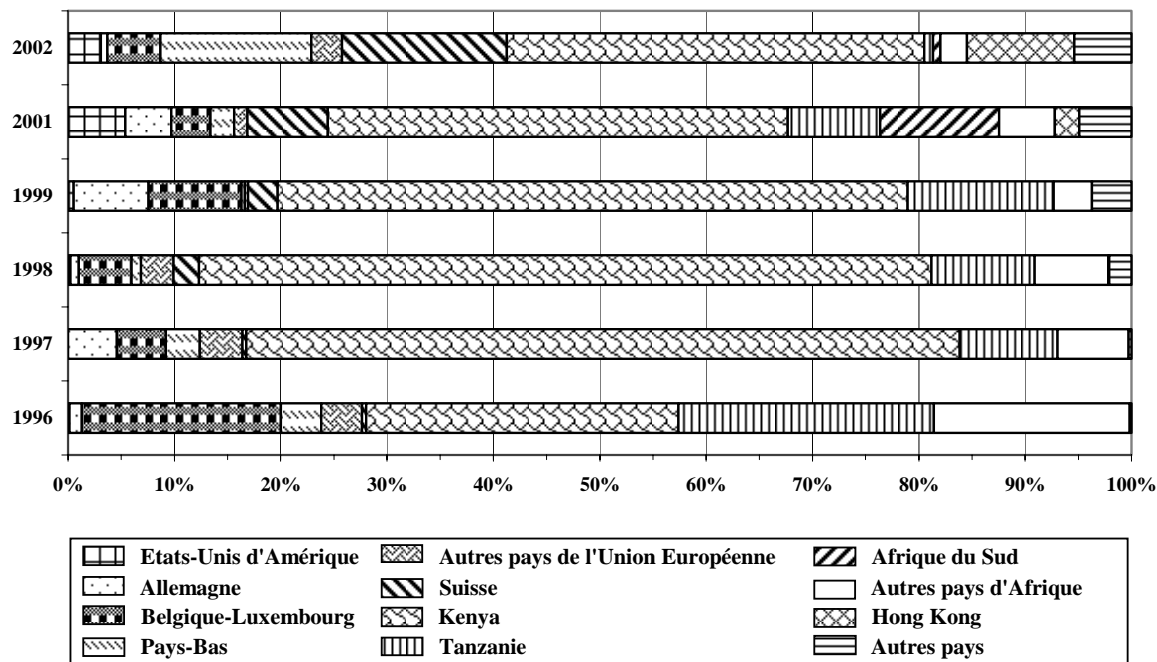
18. Les flux d'investissements étrangers directs (IED) ont atteint 186,1 milliards de FRw en 2001, 4,5 milliards en 2002 et 9,7 milliards en 2003.⁸ Cela représente une progression importante par rapport à une moyenne de 3,1 millions de dollars EU pour la période 1995 à 1999⁹, et résulte sans doute des performances économiques liées aux réformes, y compris de libéralisation et de privatisation. Près de 40 pour cent de ces investissements en 2001 et 20 pour cent en 2002 ont pris la forme de joint-venture. Le secteur des services, notamment les télécommunications et les finances, est celui qui a attiré la plus grande partie de ces flux (graphique I.3). La part du secteur manufacturier a aussi progressé, du fait des investissements dans les industries, notamment de produits chimiques, du sucre et du tabac. Il en est de même des activités de construction.

⁸ Il s'agit de projets d'investissement opérationnels. Si on tenait compte de tous les enregistrements de projets effectués auprès de l'ORPI, ces chiffres seraient 208,1 milliards, 22,9 milliards et 17,1 milliards, respectivement. Les statistiques pour 2001 sont élevées parce que l'ORPI n'est devenu opérationnel qu'en 2000. Ces statistiques sont différentes de celles contenues dans la balance des paiements.

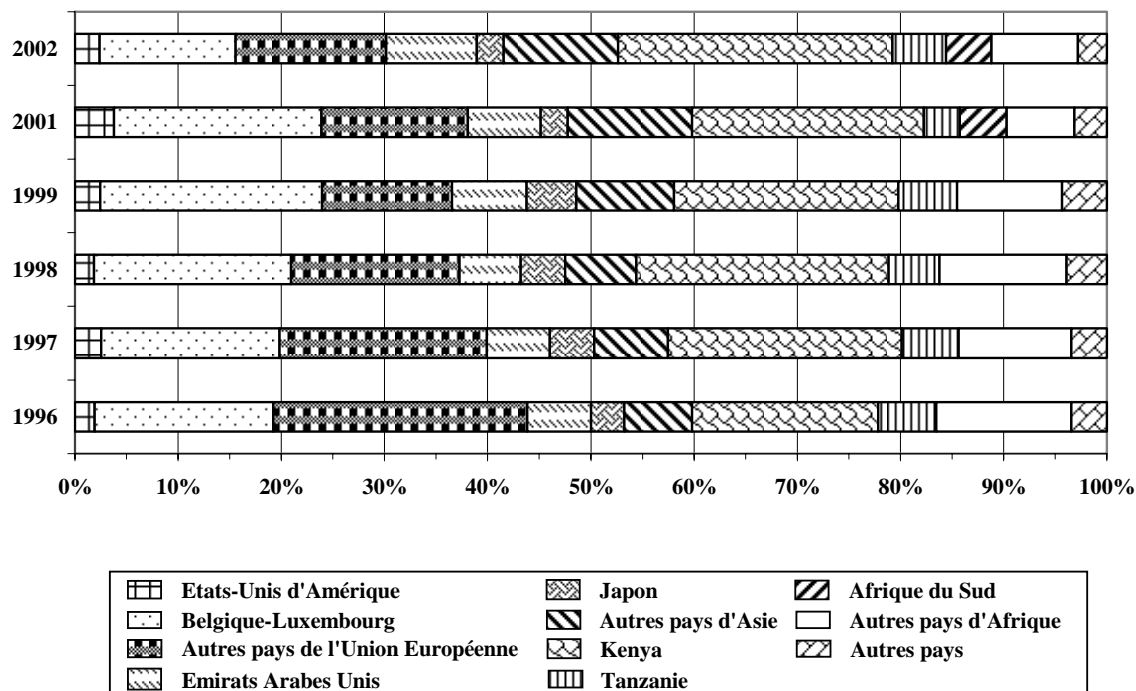
⁹ CNUCED (2002).

Graphique I.2
Sources et destinations des marchandises, 1996-02

(a) Exportations



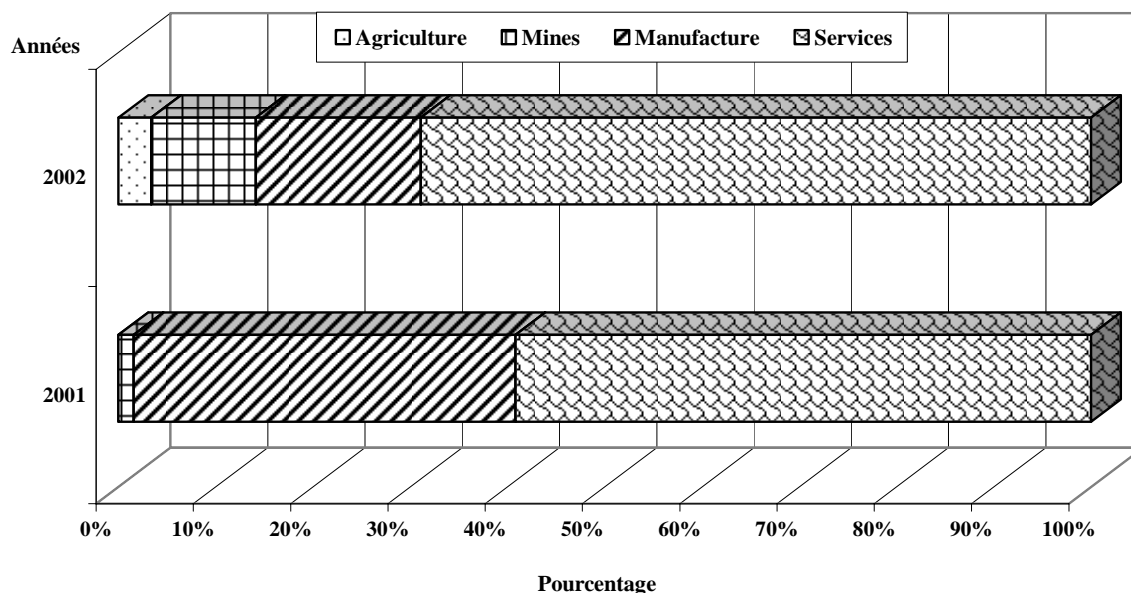
(b) Importations



Source: Calculs du Secrétariat de l'OMC basés sur des données extraites de Comtrade, DSNU (CTCI, Rev.3).

Graphique I.3

Répartition sectorielle des investissements étrangers directs, 2001 et 2002



Source: Secrétariat de l'OMC sur la base de données fournies par les autorités rwandaises.

19. Entre août 2000 et décembre 2003, les IED s'élevaient à 49 millions de dollars EU, les investissements par projet variant entre 50000 et 12 millions de dollars EU. Les principaux investisseurs étaient (dans l'ordre d'importance) l'Inde, les États-Unis, le Kenya, l'Allemagne, la Belgique, le Canada, la Grande-Bretagne, les Pays-Bas, la Suisse, l'Afrique du Sud, le Liban et le Sultanat d'Oman.¹⁰ Ces investissements étaient dirigés vers le secteur manufacturier (16 entreprises), les services, y compris le commerce de détail (quatre entreprises), les mines (deux entreprises) et la construction (une entreprise), et ont créé 5616 emplois. Selon les autorités, parmi les facteurs qui ont positivement influencé les IED, figurent les réformes macroéconomiques et structurelles (y compris le programme de privatisation), la mise en place du Code des investissements et d'une agence gouvernementale (l'Office rwandais pour la promotion des investissements – ORPI), la bonne gouvernance au niveau de l'État et des entreprises, l'appartenance au COMESA, et la disponibilité de main-d'œuvre semi-qualifiée à bon marché. Par contre, des facteurs tels que le coût élevé de l'énergie de l'eau et des télécommunications, le manque de matières premières locales et de main-d'œuvre qualifiée, et les conflits et l'insécurité dans la région des Grands Lac ont beaucoup ralenti le flux des investissements.

4) PERSPECTIVES

20. Le taux annuel de croissance du PIB réel prévu pour la période 2004-05 est de 6 pour cent. Cette projection est basée sur la poursuite des réformes économiques qui devraient limiter le taux d'inflation à 3 pour cent. Une augmentation des recettes d'exportation de 10 pour cent en 2004, et de 7 pour cent en 2005 est prévue. Les investissements privés devraient progressivement croître, de manière à atteindre, au moyen terme, 18 pour cent du PIB, contre 12 pour cent à présent. Il est

¹⁰ Dans l'ordre du nombre d'acquisitions.

envisagé que la dette du Rwanda devienne soutenable (c'est-à-dire avec un ratio de la valeur actuelle nette de la dette aux exportations de moins de 150 pour cent) à partir de 2008. Cette projection tient compte du choix du Gouvernement de financer, par des emprunts externes, les dépenses prioritaires figurant dans son programme de réduction de la pauvreté; elle est aussi basée sur l'hypothèse d'une croissance soutenue des exportations rwandaises en volume, de près de 11,2 pour cent par année.

21. Les pressions inflationnistes de 2003 constituent un défi majeur, étant donné que leur fréquence pourrait décourager les investissements privés et donc ralentir la croissance. Le maintien de l'inflation à 3 pour cent nécessitera la prise de mesures visant à réduire le déficit fiscal. Le gouvernement envisage de renforcer les mesures visant à éliminer les dépenses extrabudgétaires, et d'étendre la surveillance exercée par l'auditeur général à tous les ministères (sur une base annuelle). Le retrait des forces rwandaises de la RDC devrait permettre de réduire les dépenses militaires. Le renforcement de la gestion fiscale des administrations régionales devrait réduire le niveau d'endettement de ces dernières et les pertes de ressources. Les dépenses "exceptionnelles" (liées aux conséquences du génocide de 1994) devraient tomber à 2,2 pour cent du PIB en 2004 et 1,5 pour cent en 2005. Globalement, les mesures fiscales envisagées devraient permettre de réduire le déficit (hors dons extérieurs) à 8,2 pour cent et 8 pour cent du PIB en, respectivement, 2004 et 2005. Outre sa contribution à la maîtrise de l'inflation, le renforcement de la politique fiscale devrait aussi permettre de contenir un éventuel impact négatif des réformes tarifaires sur les recettes publiques.

22. La chute des recettes d'exportations, si elle devrait perdurer, pourrait freiner la croissance et retarder la date à laquelle la dette du Rwanda deviendrait soutenable.¹¹ La vulnérabilité des exportations aux chocs exogènes, et la forte dépendance de la croissance économique, depuis 2001, de l'agriculture et de la construction témoignent de la nécessité de diversifier la structure de production et d'exportation, et d'améliorer l'efficacité des filières traditionnelles. Le Gouvernement entend appliquer des mesures visant à réduire les contraintes à l'offre, notamment la réforme (y compris la privatisation) de certaines entreprises d'État opérant dans des sous-secteurs clés comme le thé ou le café, ou les services d'infrastructures (télécommunications, énergie, finances); la mise en place d'une autorité de régulation multisectorielle; le renforcement de la supervision bancaire; la mise en place d'un nouveau cadre juridique pour le secteur financier afin de faciliter la récupération des dettes; et la création de tribunaux commerciaux afin de renforcer le respect des contrats.

¹¹ Selon certaines estimations du gouvernement, la date à laquelle la dette extérieure deviendrait soutenable pourrait être repoussée à 2016, si des mesures supplémentaires d'allégement de la dette par les bailleurs de fonds ne sont pas prises.